

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Vaccin, pourquoi faut-il y aller

EN dehors de tout traitement connu, le vaccin anti-Covid reste à ce jour l'unique voie dans laquelle se sont lancés les États. Selon qu'ils soient riches ou pauvres. Le Gabon n'est pas en reste.

Issa IBRAHIM
Libreville/Gabon

CETTE fois-ci, c'est officiel. Suite aux instructions données au gouvernement par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, dans son discours à la nation du 31 décembre 2020, le Gabon s'apprête à lancer sa campagne vaccinale anti-Covid. "Les discussions sont en bonne voie et des accords ont été trouvés pour un approvisionnement, dans les meilleurs délais, des doses de vaccins, notamment le Sputnik V, développé par la Russie dont les résultats sont probants", avait annoncé la Première ministre, Rose-Christiane Ossouka-Raponda, vendredi dernier dans une allocution radiotélévisée.

Avait-on vraiment le choix ? La situation épidémiologique du Gabon ces dernières semaines (plus de 3 mille nouveaux cas enregistrés rien qu'en ce mois de février pas encore fini) face à cette deuxième vague "plus haute et plus forte que la précédente" imposait réellement au Gabon cette course effrénée aux vaccins à laquelle toutes les nations, nanties ou moins bien loties, se livrent actuellement. Plus encore avec la présence signalée, depuis le 15 février courant, du redoutable variant britannique sur le territoire national.

Bien que faisant partie de l'initiative mondiale Covax (mécanisme multilatéral d'accès équitable de tous les pays aux vaccins co-initié et coordonné par l'OMS) dont les retombées sont attendues dans le courant de cette année, la démarche du gouvernement gabonais auprès de la Russie a de quoi rassurer. C'est ce qu'ont fait d'autres pays du continent à l'instar du Sénégal, du Maroc, des Seychelles, de la Guinée équatoriale, du Nigeria, de l'Afrique du Sud... en se tournant vers d'autres fournisseurs de vaccins (chinois, britanniques, russes...). En attendant l'aboutissement du

programme Covax.

Sputnik V dont notre pays s'apprête à recevoir se classe, en effet, au rang des vaccins les mieux cotés, actuellement administrés à travers le monde, selon la très sérieuse revue scientifique britannique The Lancet, sur la base des essais cliniques concluants. Avec un taux d'efficacité de près de 92 %, le vaccin russe est très sollicité à travers le monde. Plus d'une cinquantaine d'Etats et territoires en ont passé commande dont une dizaine de pays africains allant des Seychelles, au Maroc, en passant l'Égypte, l'Algérie, la Tunisie...

Dans cette course contre la montre en vue de l'acquisition de vaccins, la Chine, premier pays à inoculer le vaccin à sa population dès l'été 2020, occupe une place de choix sur l'échiquier mondial. Deux des laboratoires de l'ex-Empire du Milieu tiennent le haut du pavé: Sinovac et Sinopharm. Leurs produits, qui ont déjà démontré leur efficacité, sont actuellement distribués, soit en dons, soit sur commande à travers le monde. C'est justement dans ce cadre que l'ambassadeur de Chine au Gabon, Hu Changchun, a rencontré le ministre de la Santé, Guy-Patrick Ndong-Obiang, lundi dernier. Une rencontre au cours de laquelle le diplomate chinois a annoncé à son hôte gabonais une bonne nouvelle: 100 000 doses du vaccin chinois Sinopharm seront bientôt acheminés sur Libreville. Un don de Pékin.

VAINCRE LES RÉTICENCES. Reste maintenant au gouvernement à préparer le terrain en s'attachant à vaincre les réticences – une attitude somme toute humaine face à l'inconnu – qui se font entendre ici et là face aux vaccins. Cela s'est aussi vu ailleurs. Des vaccins, néanmoins, que des millions de personnes et des personnalités de premier rang ont publiquement reçus à travers le monde, sans gravité notable à ce jour.

Le pape François figure au nombre des célébrités qui se sont fait vacciner. Et face à certains "négationnismes" qu'il juge "suicidaires", le chef de l'Église catholique a été sans équivoque. "Je crois que d'un point de vue éthique, tout le monde doit se faire vacciner, c'est un choix éthique, parce qu'on met à risque sa santé, sa vie, mais aussi la vie des autres", explique le souverain pontife lors d'un entretien le 9 janvier dernier sur la chaîne de télévision italienne Canal 5. Israël, qui passe aujourd'hui pour le champion du monde de la vaccination, commence à observer les retombées de cette campagne vaccinale tous azimuts. Le nombre des cas graves chez les plus de 60 ans, vaccinés en priorité, ainsi que les hospitalisations ont vu leurs courbes fléchir en quelques semaines. Un cas d'école. C'est là l'une des voies, avec l'observation stricte des gestes barrières, qui "nous permettra de réduire considérablement les contaminations les plus graves et de reprendre le cours normal de nos vies", avait promis Rose-Christiane Ossouka-Raponda, vendredi dernier.



Photo: AFP/L'Union

Le Premier ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda, avait annoncé

LES VACCINS LES PLUS EN VUE



Pfizer-BioNTech (Etats-Unis/Allemagne)
Efficacité : 95,8%

Moderna (Etats-Unis)
Efficacité : 94%

AstraZeneca/Oxford (Royaume-Uni/Suède)
Efficacité : 60%

Johnson&Johnson (Etats-Unis)
Efficacité : 85%

Sinopharm (Chine)
Efficacité : 86%

Sinovac (Chine)
Efficacité : 50%

Sputnik (Russie)
Efficacité : 91,6%

N.B. : Un vaccin reste efficace à partir de 50% (Source Medicale)

r ?



Le vaccin n'est pas obligatoire !



Photo: DR

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

NON! Le vaccin n'est pas obligatoire. Le choix est volontaire. C'est ce qu'a annoncé le ministre de la Santé, Dr Guy-Patrick Obiang-Ndong, lors de sa conférence de presse de lundi. Levant ainsi l'équivoque sur le débat entretenu autour du plan vaccinal à venir. Comme ailleurs, le vaccin ne sera donc pas obligatoire au Gabon.

“Les personnes qui voudront se faire vacciner le feront de manière volontaire et avec consentement éclairé. Nous n'obligerons personne à être vacciné”, a indiqué le membre du gouvernement. S'il y a des inquiétudes quant au choix des vaccins, c'est sans doute l'ensemble des éventuels effets secondaires qui sont redoutés par plus d'un. À ce propos, le ministre rassure: “Les équipes sont en train de travailler pour mettre en place un

système de pharmacovigilance pour qu'après la vaccination, toutes les personnes qui, si jamais présentent des effets indésirables, puissent le signaler très rapidement et pouvoir être pris en charge”. Il précise que cette stratégie voulue par les autorités est la même sous d'autres cieux où le plan vaccinal répond à un triptyque: “volontariat, consentement éclairé et pharmacovigilance”.

Précisons que le consentement éclairé implique que le médecin soit tenu de présenter clairement au patient tous les risques de la conduite thérapeutique à suivre. Aussi faut-il indiquer que l'objectif des autorités gabonaises est de vacciner le plus rapidement possible plus de 50 % de la population. Avec en priorité les personnels de santé, les Forces de défense et de sécurité, les personnes présentant des comorbidités, ainsi que les personnes âgées.

é l'aboutissement des négociations en vue de l'acquisition du vaccin russe.



Photo: DR

Un sujet qui divise

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

ALORS que la seconde vague de l'épidémie de coronavirus continue de monter en flèche dans notre pays (3 136 cas positifs uniquement pour ce mois de février), la question de l'acquisition d'un vaccin ne cesse d'occuper les discussions au sein de l'opinion nationale. Entre les pro-vaccins qui soutiennent le plan de vaccination en cours d'élaboration par les autorités compétentes et les anti-vaccins qui plaident pour la théorie du complot, l'heure est à la recherche d'une solution capable d'éradiquer cette pandémie

mondiale qui a déjà coûté la vie à 76 compatriotes.

Si l'arrivée des premiers vaccins contre le Covid-19 au Gabon semble imminente, avec l'acquisition du vaccin russe Sputnik V, dont l'efficacité est prouvée à 91,6 % contre les formes symptomatiques du Covid-19, et du vaccin chinois de Sinopharm efficace entre 79 et 86 %, les plus sceptiques voient en ces derniers, “la possibilité d'attraper plus facilement une nouvelle maladie. Nous redoutons les effets secondaires que pourrait provoquer ce vaccin”. Et d'ajouter que “notre système immunitaire est assez fort pour résister au virus, nous n'avons pas be-

soin de ce vaccin”, clament-ils. Bien que le débat tourne également autour de la sécurité et des couches prioritaires à ce vaccin, les autorités sanitaires ont pourtant indiqué lors de la conférence de presse du 12 février dernier que toutes “les dispositions sont en train d'être étudiées par nos équipes. Notre objectif est de protéger la population, et cela passe par la vaccination”.

À ce sujet, et face au risque de saturation des hôpitaux, la campagne de vaccination pourrait permettre d'éviter une catastrophe sanitaire. Ce qu'aucun pays au monde n'aimerait avoir à gérer.